

LE QUOTIDIEN

de Roubaix - Tourcoing

ABONNEMENTS... 18 fr. 23 fr.

REDACTION ET ADMINISTRATION ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desarmont, 12, TOURCOING

ANNONCES... A ROUBAIX, 93, Grande-Rue. A TOURCOING, 12, Rue Desarmont.

BULLETIN DU JOUR

Comédie Ministérielle

Le ministre de la justice vient de suspendre, en raison de leur attitude lors de l'élection de l'abbé Gayraud, les traitements des chanoines Grail et Ollivier, curés de Ploudalmézeau et de Landilis.

position au mariage et c'est précisément la main levée de cette apposition que M. Poupard demandait hier au tribunal d'ordonner.

Après avoir entendu M. Dufoironmontelle pour le demandeur et M. Joseph Ménard pour la défenderesse, le tribunal a renvoyé le prononcé du jugement à quinzaine.

Le mariage étant permis à toute personne à qui la loi ne l'interdit pas, et aucun texte de loi n'existant ni dans le Code civil ni ailleurs qui l'interdise au prêtre catholique, le mariage contracté par un prêtre catholique est, en effet, valable au regard de l'autorité civile.

Le NAUFRAGE DE LA « VILLE DE ST NAZAIRE » Marseille, 21 mars. M. Berry, qui vient d'échapper par miracle au naufrage de la « Ville de St-Nazaire », a été longtemps chef de service à la Compagnie transatlantique à Marseille.

Un terrible accident est survenu à la brasserie Hafluer, avenue de Paris.

Un ouvrier brasseur, Jean Fiasigne, âgé de cinquante-deux ans, est tombé dans une vaste chaudière remplie de liquide en ébullition.

LE VOYAGE DE FÉLISQUE EN RUSSIE Paris, 21 mars. Un journal russe, le « Navoié Vremia », publie l'information suivante :

« Les visites des hauts personnages étrangers qui vont être nos hôtes commencent avec la semaine sainte. L'empereur d'Autriche viendra le premier, puis le roi de Siam, l'empereur allemand, le prince héritier d'Italie et la princesse de Naples, le prince Nicolas de Monténégro, le grand-duc de Russie-Darmstadt et la grande-duchesse, et enfin, le président de la République française. »

LE SUICIDE D'UN ENFANT DE 13 ANS Guingamp, 21 mars. Le nommé Claude Quilgers, boucher à Squifier, vient de trouver son jeune beau fils, François Meubry, âgé de treize ans, pendu à une branche d'arbre, dans un champ.

UN ÉCHÉC À L'EMPEREUR GUILLAUME Berlin, 21 mars. Le Reichstag, adoptant les conclusions de la commission du budget, a repoussé les crédits demandés pour le premier trimestre par 204 voix contre 143 et les crédits du second trimestre sans scrutin.

INCENDIE DE LA GARE DE BERNE Berne, 21 mars. Un incendie dont les causes sont inconnues a détruit ce matin la gare de Berne. Les dégâts sont considérables.

AGITATION ANTIALPHONSISTE EN ESPAGNE Madrid, 21 mars. L'agitation antialphonsiste renait et s'étend de plus en plus. Outre les carlistes qui, dans les provinces basques, portent leur action dans le centre, les républicains révolutionnaires, échappés à la tété des transfuges genre Castelar, recommencent à s'efforcer.

LA RÉVOLUTION DANS L'URUGUAY Montevideo, 21 mars. On confirme la nouvelle que les troupes du gouvernement ont été défaits.

LE PROLOGUE

Le Chambre, d'un cœur léger, a donné au cabinet Méline l'autorisation qu'il réclamait de son obéissance.

D'avance le ministère avait cause gardée. La majorité lui a voté une confiance aveugle. Elle est partie pour la Crète, sur un signe de lui. Elle le suivra où il lui plaira de la mener.

L'obéissance passive, qui fait la force des armées, fait aussi celle des gouvernements. Mais l'histoire indiscrette raconte que les peuples se trouvent quelquefois moins bien que leurs dirigeants de cette humeur complaisante.

C'est sous prétexte de maintenir la France dans le concert européen qu'on la jette contre ses sentiments les plus chers, ses traditions les plus anciennes, ses intérêts les plus clairs, dans les plus aventurés.

Nous ne nous laisserons pas de demander, sans espoir, d'ailleurs, d'obtenir une réponse, pourquoi ce qui était possible et facile en 1886, ne l'est plus en 1897.

En 1886, la France s'est trouvée, comme aujourd'hui, devant la Grèce soulevée pour obtenir, avec l'exécution des promesses de l'Europe, un agrandissement de territoire.

A aucun moment, notre gouvernement ne s'est séparé des autres puissances. Jusqu'à la dernière heure, il a copié avec elles à la rédaction des notes diplomatiques remises au cabinet d'Athènes.

Mais à l'instant même où il affirmait ainsi de la façon la moins équivoque sa volonté de rester dans le concert européen, le refusait de participer à des actes matériels qui eussent soulevé alors l'indignation publique et la résistance du Parlement. Il déclarait qu'il s'abstiendrait de coopérer au blocus du Pirée. Et les autres puissances ne songeaient pas à l'incriminer une réserve si naturelle.

Les temps sont changés. Et les officiers soutiennent aujourd'hui sans rire qu'il est contraire à l'honneur de demeurer dans le concert européen et formuler des réserves sur le rôle qu'on peut être appelé à tenir.

A les en croire, pour être digne de garder sa place dans cet étrange concert, la France devait tout d'abord se dépouiller de tout ce qui constitue sa personnalité propre.

Le concert européen serait formé de la réunion de six exécutants sur le même instrument, pousseraient tous la même note au même moment.

La conception est trop simpliste pour être vraie. La réalité est plus complexe et le concert des puissances mérite plus exactement le nom métaphorique dont on le décore.

Il importe qu'aucune des puissances qui concourent à l'exécution du même programme ne fasse entendre de fausse note. Il est par contre non-seulement licite mais souhaitable que chacune d'elles joue sa partie en se préoccupant uniquement de concourir à la perfection de l'ensemble.

En refusant, en 1886, de s'associer à aucune mesure coercitive contre la Grèce, la France n'a pas compromis les succès des efforts combinés des grandes puissances. C'est à elle, au contraire, à son action particulière, à son intervention pacifique et amicale près du gouvernement hellénique que l'Europe a dû d'obtenir, sans coup férir, sinon sans s'offrir le luxe d'une inutile manifestation, le rétablissement rapide de la paix.

On n'a pas même essayé de faire valoir un semblant d'argument qui pût justifier M. Hanotaux de renoncer à une tactique dont la France et l'Europe s'étaient si bien trouvées.

Il convient du reste d'observer que la politique de notre gouvernement n'est peut-être pas la meilleure pour prévenir les incidents capables d'amener la rupture du concert européen.

A supposer que les mesures adoptées par les puissances réussissent à clore l'incident crétois, se flatter avec de l'illusion qu'on en aura fini avec l'ére des difficultés ?

Elle s'ouvrira. La Crète apaisée, c'est avec le sultan lui-même que l'Europe devra engager la conversation. Or, il serait surprenant qu'Abdul-Hamid se montrât sérieusement disposé à déserrer aux invitations des puissances qu'il a si facilement et si longtemps bernées.

Nos diplomates — je parle de ceux du quai d'Orsay — recueilleront les fruits que depuis 3 ans ils ont semés. Ils ont habité le sultan Rouge à son rire de leurs représentations.

Il continuera. Cependant les massacres reprendront et si, instruites par l'exemple des Crétois, d'autres populations se soulèvent à l'intérieur de l'empire, que deviendra le fameux concert européen ? Pendant combien

LE PARTI SOCIALISTE ESPAGNOL

Chers camarades, Le mouvement du 18 mars 1871, par sa mémorable conséquence de 600 000 000 d'habitants, s'impose chaque année au souvenir de tous les socialistes espagnols.

Ceux-ci honorent aujourd'hui la mémoire de ces premiers travailleurs qui conquirent le pouvoir politique par leurs plus braves actes que par des paroles.

Plus de vingt ans se sont écoulés depuis ces faits mémorables. Et durant ce temps que s'est-il passé ? — que les idées des vaincus et des assassinés de mai 71 se sont répandues dans toute la France, dans tous les autres pays, et que les vainqueurs odieux peuvent se voir chaque jour de plus en plus discrédités et combattus.

A quoi a servi, à ceux-ci, de verser tout de sang, de sacrifier tant de précieuses existences ? A rien, puisque, si hier l'on était mille à défendre la Commune, aujourd'hui on se compte par millions de millions de partisans.

Pour le conseil national du parti ouvrier socialiste espagnol : PASCUAL SIMAL, secrétaire. PABLO IGLESIAS, président.

Ça & Là

Chanson de la Semaine

NOTRE LOT

Au travail ! Notre destinée Tient tout entière dans ces mots. D'un bout à l'autre de l'année, Le corps en proie à tous les maux, Sans perdre une heure, une minute, Nous peinons, le cœur en émoi ; La vie est pour nous une lutte Et le travail, hélas, est notre unique loi.

Au travail ! A peine l'aurore S'annonce et elle à l'horizon Que brises de fatigue encore Nous quittons notre humble maison. Sans peur de crever de faim, Aller se remettre à l'ouvrage, Car un jour sans travail nous est un jour sans pain.

Au travail ! Adieu la famille A qui l'on voudrait se donner ; Épouse et mère, fils et fille, Nous devons tout abandonner. A tous ceux que notre cœur aime, On nous arrache sans remords Et le travail nous défend même De veiller nos mourants et de pleurer nos morts.

Au travail ! — Mais il nous assomme Et nous avons les bras cassés ! — Au travail donc, bêtes de somme, Vous n'en ferez jamais assez ! Mais s'école notre vie Sans que se lève un jour plus beau Et nous n'avons plus qu'une envie : Le repos éternel dans la nuit du tombeau ! Jacques GURUX.

La population de la France en 1895

Le Journal officiel vient de publier le rapport adressé au ministre du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes, par M. Moron, directeur de l'Office du Travail, sur le mouvement de la population en France pendant le courant de l'année 1895. Des documents statistiques qui résumant ce document, il ressort qu'il y a eu pendant cette période :

851,998 décès au lieu de 815,620 décès en 1894.

Le rapport sur constate avec regret les résultats plus que médiocres au point de vue démographique, qu'a donnés l'année 1895 et il appelle l'attention du ministre du commerce sur la stagnation, pour ainsi dire absolue du nombre des habitations dans notre pays pendant la période qui a séparé les deux derniers dénombrements.

L'étude du mouvement des mariages, des divorces, des naissances et des décès de département à département fait ressortir notamment que le chiffre des mariages et celui de la natalité est très forte, par exemple, dans les départements comme dans les Basses et Hautes Pyrénées ; les Basses et Hautes-Alpes, — où la nuptialité est très faible, Morbihan, le Finistère.

Le rapport constate le mouvement ascensionnel ininterrompu des divorces, toujours très nombreux dans la Seine, le Rhône, la Gironde, les Bouches-du-Rhône, l'Aube.

En ce qui concerne les naissances, on ne constate d'élévation de leur chiffre que dans 9 départements : Jura, Maine-et-Loire, Meurthe-et-Moselle, Pas-de-Calais, Haute-Saône, Haute-Savoie, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Vendée.

Dans l'ensemble de la France, le taux de mortalité générale a été de 24,4 0/00 habitants ; il est descendu à 17,0 0/00 dans le Nord ; à 9,0 0/00 habitants dans le Pas de Calais. Quant à l'excédent de décès, il a atteint 5 000 dans le Gers, la Hte Garonne, le Lot, Lot-et-Garonne, Tarn et Garonne, le Sud de la France ; il a atteint 6,2 0/00 dans le Calvados et 9 000 dans l'Eure et dans l'Orne.

Il a été compté en moyenne 93 naissances pour 100 décès dans toute la France.

Le fonctionnaire, après avoir lu la missive, ouvrit son portefeuille et en sortit une enveloppe de toile anglaise scellée du cachet d'Arton et contenant plusieurs papiers sur l'importance desquels on n'est pas encore fixé à l'heure actuelle.

En possession des documents, M. Le Poitevin se rendit au cabinet de son père et se rendit à son hôtel, après avoir fait quelques visites dans la ville, il aurait quitté Londres pour Newhaven, où il se serait embarqué pour Dieppe.

« Cette nuit le juge était à son cabinet. Il donnait l'ordre d'extraire Arton de sa cellule et de l'amener au Palais. Pendant toute la journée, le juge, Arton, M. Demange et l'expert Flory ont passé en revue et examiné les papiers saisis en Angleterre. »

A sept heures du soir, Arton sortait du cabinet du juge, et ce dernier, interrogé, se contentait de répondre :

« Je ne puis en dire, ni sur la nature des papiers, ni sur les noms qui y figurent. Dans un dossier de jeux, vous trouverez vos personnages eux-mêmes. — Où ? lui demanda-t-on. — Ici même, dans mon cabinet. »

Et le juge, sur ces mots, se mit à menacer et à faire à tout propos de nouvelles questions. Si l'on prenait les paroles de M. Le Poitevin au pied de la lettre, il faudrait se rendre à de nouvelles surprises, à un nouveau scandale.

« Mais, en réalité, elles n'impliquent rien qu'il y ait, parmi les documents saisis, des preuves matérielles contre les anciens amis d'Arton. »

Ainsi que nous l'avons annoncé hier, M. Argellès a télégraphié à M. Darlan pour l'informer qu'il lui poserait demain lundi une question sur les fruits mis en circulation dans le pseudo-révélation d'Arton.

On sait que ces bruits ont trait sur demandes en autorisation de poursuites que le gouvernement, dit-on, tient suspendues sur la tête d'une vingtaine de parlementaires.

LA PROPAGANDE Ouvrière et Socialiste

DANS LE NORD

A LOMME

L'organisation corporative. — Les teinturiers s'agitent. — Formation d'un Syndicat. — Conférence de Sivaux-Evauxy. — Deux cent vingt-cinq adhérents.

Hier a eu lieu au Veris-de-Lomme dans la vaste salle de l'estaminet Droz, une réunion qui a eu encore l'importance de mouvement profond qui agit les masses ouvrières.

Il s'agissait de la constitution définitive du Syndicat des ouvriers teinturiers. Les organisateurs avaient demandé le concours de notre rédacteur en chef, le citoyen Sivaux-Evauxy, qui avec son habituel dévouement, s'est empressé de répondre et présent à l'appel qui lui était adressé.

La conférence était annoncée pour quatre heures, mais elle fut retardée de dix demi-heures pour permettre aux teinturiers de Lambertsart d'arriver.

LA RÉUNION

C'est devant une salle comble que la séance a été ouverte par le citoyen Droz. Les citoyens Pecqueur, Louvart et Julien Pollet ont été nommés président et assesseurs, sur la proposition du citoyen Droz.

Les excellents termes, le citoyen Pecqueur a remercié l'assemblée, puis il a donné la parole au citoyen Sivaux-Evauxy.

Conférence de Sivaux-Evauxy. Nous ne pouvons malheureusement donner les termes de la conférence, mais nous pouvons dire que le discours prononcé par notre rédacteur en chef et que l'assemblée, frémissante, a subi, a maintes fois interrompu d'applaudissements frénétiques.

« En ce qui concerne les analyses, nous ne pouvons que vous dire que nous disposons :

Après un stordé vibrant qui lui conquiert de suite les sympathies d'un auditoire politique très mélangé, l'orateur déclare qu'il n'est pas venu faire à Lomme de la politique proprement dite, mais qu'il est venu faire à Lomme de la politique socialiste, c'est-à-dire de la politique qui a pour but le bien-être de tous les citoyens.

« L'immédiatement, il entre dans l'ordre du jour :

La situation de l'industrie dans l'arrondissement de Lille situation qu'il dépeint avec une connaissance complète des besoins et des aspirations du milieu dans lequel il se trouve.

« Il existe, dit-il, dans l'arrondissement de Lille, TREIZE usines de teinturerie ainsi réparties :

- 5 à Lille. 2 à La Madeleine. 2 à Lambertsart. 2 à Lomme. 2 à Haubourdin.

« Ces usines occupent, ensemble environ six cents ouvriers qui se divisent en deux catégories :

- 1° Les teinturiers dont le salaire varie de 3 fr. 25 à 3 fr. 65. 2° Les manœuvres — ou hommes de peine — qui gagnent de 2 fr. 50 à 2 fr. 75 par jour.

« Sivaux s'étend longuement sur l'insuffisance de ces salaires qui ne permettent pas à l'ouvrier de faire face à ses besoins personnels et encore moins aux dépenses de famille.

« D'ailleurs, ajoute-t-il, ces salaires se trouvent encore réduits de 50 0/0, par l'industrie teinturiers subit six mois de chômage, par an.

« Ainsi, en prenant le taux le plus élevé des salaires nous trouvons qu'un ouvrier qui reçoit annuellement 517 fr. 50 et un homme de peine ou manœuvre 412 fr. 50. Comment avec cela, étant donné le coût de plus en plus élevé des denrées de première nécessité, vivre et élever sa famille ?

« Si encore, ces six mois de chômage étaient sans solution de continuité, l'ouvrier ou le manœuvre pourrait-il, peut-être arriver à s'élever, ailleurs, pour d'autres travaux. Mais non, cela leur est interdit car ils restent à la discrétion du patron qui, suivant les nécessités ou son caprice, ferme ou rouvre son usine ! (Vifs applaudissements.)

« Les ouvriers de la teinturerie sont donc tous condamnés à crever la faim, pendant six mois chaque année, aux portes des usines (Sensation prolongée.)

« Mais ce n'est pas là seulement la cause unique de la misère de cette intéressante corporation. Il y a aussi :

Les Apprentis. L'ouvrier définit l'apprentissage et il en admet la nécessité. Cependant il ne voudrait pas que cet apprentissage s'exerce au détriment de l'ouvrier.

« Or, le patron, toujours avide de profits, se sert des apprentis pour faire concurrence aux ouvriers.

« Il les paie 1 fr 25 réalisant ainsi un bénéfice de 50 0/0 sur les salaires des ouvriers faits.

« Ainsi, l'enfant vient concurrencer le père de famille, accablant sa misère propre et celle de ses camarades de demain. (Applaudissements prolongés.)

« Après cette peinture fidèle de ce qui se passe aujourd'hui, Sivaux examine la situation de la teinturerie.

Autrefois. — « Autrefois, dit-il, — il y a quelque temps ou quarante ans — l'industrie teinturiers était répartie entre un grand nombre de petites usines. Les salaires étaient moins élevés, sans doute, mais, par contre, les exigences de la vie étaient bien moins considérables. La proportion m...